

FMI-BM-Commerce

La Banque mondiale dénonce l'hypocrisie des riches sur l'ouverture des marchés

WASHINGTON, 27 sept (AFP) - Le chef économiste de la Banque mondiale, Nicholas Stern, a dénoncé vendredi l'hypocrisie des riches, qui encouragent les pays en développement à ouvrir leurs marchés tout en se protégeant eux-mêmes à coups de subventions et de barrières douanières. « Il est hypocrite d'encourager les pays pauvres à ouvrir leurs marchés tout en imposant des mesures protectionnistes qui sont taillées sur mesure pour de puissants intérêts privés », a lancé le chef économiste, lors d'une conférence de presse à Washington, à la veille des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

Il estime pourtant qu'améliorer l'accès des pays pauvres aux marchés mondiaux serait "l'une des initiatives les plus importantes que les pays riches puissent prendre pour combattre la pauvreté" dans le monde.

Il a notamment dénoncé les subventions agricoles dans les pays industrialisés - 311 milliards de dollars en 2001 - qui vont essentiellement à de grandes entreprises agro-alimentaires.

« Une grande partie de ces subventions font augmenter le niveau de production et contribuent à créer des excédents avec lesquels les fermiers des pays en voie de développement se retrouvent en concurrence », selon un rapport conjoint du Fonds monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale, consacré à cette question et publié vendredi.

Le chef économiste du FMI, Kenneth Rogoff, juge pour sa part que la suppression des subventions agricoles permettrait de dégager 100 milliards de dollars de gains immédiats, en poussant à une production plus efficace mais aussi à des prix plus bas pour de nombreux consommateurs et en ouvrant des marchés aux pays pauvres. Il encourage d'ailleurs les pays en voie de développement à eux aussi libéraliser le commerce agricole.

Mais l'agriculture n'est pas, de loin, le seul secteur protégé. Les tarifs douaniers et autres quotas sur les exportations de textiles, par exemple, érigés par les pays industrialisés, coûtent 27 millions d'emplois aux pays pauvres, selon l'étude conjointe.